

---

Direction régionale et interdépartementale  
Environnement Energie - UD78

78-2024-11-25-00002

Arrêté préfectoral mettant en demeure la  
société SOBELOC pour les installations qu'elle  
exploite à Ablis (78660) ZA Ouest "les Fontaines  
Chaudes".



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL portant mise en demeure  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Société SOBELOC située ZA Ouest « les Fontaines Chaudes » à ABLIS (78660)**

**LE PRÉFET DES YVELINES**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

**Vu** le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE, en qualité de préfet des Yvelines ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 33787 délivré le 11 juin 2015 à la société SOBELOC exploitant une installation de transit de déchets dangereux et non dangereux et une installation de traitement de déchets non dangereux sise située sur la commune d'ABLIS (78660) -ZA Ouest « les Fontaines Chaudes » ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

**Vu** l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** le courrier recommandé du 6 septembre 2024 informant l'exploitant de la non-transmission desdits résultats et des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** la décision DRIEAT-IDF n° 2024-0780 du 6 novembre 2024 portant subdélégation de signature pour les matières exercées pour le compte du Préfet des Yvelines ;

**Considérant** l'absence de réponse de l'exploitant au projet d'arrêté qui lui a été notifié le 10 septembre 2024 ;

**Considérant** qu'à la date du 5 août 2024 il a été constaté l'absence de saisie des résultats des campagnes de mesures susmentionnées via l'outil GIDAF ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel susvisé ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SOBELOC exploitant une installation de transit de déchets dangereux et non dangereux et une installation de traitement de déchets non dangereux sise de respecter les prescriptions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines ;

## **ARRÊTE**

**Article 1er** – La société SOBELOC exploitant une installation de transit de déchets dangereux et non dangereux et une installation de traitement de déchets non dangereux sise ZA Ouest « les Fontaines Chaudes » sur la commune d'ABLIS (78660) est mise en demeure de respecter, **sous un mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susmentionné ainsi rédigé :

*« L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. »*

**Article 2** – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet de la préfecture pour une durée de **5 ans**.

**Article 3** – Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles par :

- l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>).

**Article 4** – le présent arrêté est notifié à la société SOBELOC. Il est publié sur le site internet de la préfecture des Yvelines pendant une durée minimale de 2 mois.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la préfecture,
- sous-préfet de Rambouillet,
- maire de la commune d'Ablis,
- la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Versailles, le 25 novembre 2024

Le Préfet,  
Par délégation, la Directrice,  
Par subdélégation, la Chef de l'unité  
départementale des Yvelines

  
Delphine DUBOIS

